AUX SANS-CULOTTES DES CAMPAGNES.



AUX SANS-CULOTTES
DES CAMPAGNES.

Bons Sans-Culottes, au nom du salut de la Patrie, lisez cet Écrit.

OCCUPÉ à élever une famille dans les vrais principes de l'égalité et de la liberté, retiré à la campagne, où je cultive en paix le bien de mes pères, déchargé d'une dîme odieuse et des droits seigneuriaux usurpés, je me suis réveillé aux cris de la patrie en danger ; j'ai lu les écrits des deux partis qui divisent la République ; je les ai lu sans passion, et voici ce que j'ai dit à mes bons, à mes dignes concitoyens, qui étoient venus me consulter sur la crise actuelle.

« Je ne lisois plus les feuilles publiques, depuis quelque temps ; mon cœur étoit navré de douleur, en voyant la Convention employer un temps précieux à des querelles particulières, à des divisions abominables. J'apprends que le 31 mai il y a eu à Paris un grand mouvement, une insurrection,

que 200,000 hommes étoient sous les armes. D'après ce qu'on m'avoit dit des Parisiens, de leur goût pour le sang et pour le pillage, de leurs projets de dissoudre la Convention, je dis aussi-tôt, tout est perdu; on doit tout égorger à Paris, et la Convention doit être anéantie. Eh bien! mes bons amis, on calomnioit les Parisiens, ils n'ont pas versé une goutte de sang, ils ont respecté la propriété d'un chacun, ils se sont contentés de demander l'arrestation de 29 députés; ils étoient 200 mille hommes sous les armes, ils pouvoient les arrêter eux-mêmes. Ils se sont soumis à la loi. J'ai été attendri de ce sublime spectacle.

Un décret de la Convention rendu lors de la trahison de l'infâme Dumouriez, dispose qu'elle pourra faire mettre en état d'arrestation tous les députés prévenus de conspiration contre l'État; c'est en vertu de ce décret que Marat, Égalité et Sillery, députés, ont été décrétés d'accusation; alors personne n'a dit que la représentation nationale étoit violée, et Paris, dont Marat et Égalité étoient députés, a néanmoins respecté la Convention. En conséquence, la Convention met en état d'arrestation les députés dénoncés, et ces Parisiens, auxquels ils avoient reproché de vouloir les égorger,

s'offrent pour être leurs ôtages et répondre de leurs vies aux Départemens qui les ont nommés. J'ai trouvé cela bien beau.

Sont-ils coupables ces députés ? Je ne puis vous l'affirmer, mes bons amis, je ne juge que pièces en mains ; mais j'ai des probabilités contr'eux. 1°. Ils ont voulu sauver le tyran. 2°. Ils dirigeoient la Convention, et la Convention alloit mal. 3°. Les despotes avoient intérêt de les séduire ; et l'or des Anglois peut bien les avoir achetés. 4°. Dumouriez les appeloit les chefs *de la partie saine* de la Convention. Les traîtres, vous le savez, ne font l'éloge que de ceux qui leur ressemblent. 5°. Ils calomnioient Paris, et Paris s'est conduit dignement le 31 mai, et a respecté la vie de ceux qui vouloient la réduire en cendres. 6°. Ceux d'entr'eux qui ont fui le décret d'arrestation, ont été souffler dans leurs Départemens le feu de la guerre civile. 7°. On a trouvé sur l'un des chefs des rebelles de la Vendée une lettre de *Duchatel*, député à la Convention. Or, les députés arrêtés avoient fait tout au monde pour faire nommer ce *Duchatel* commissaire dans la Vendée, et ils y avoient malheureusement réussi. 8°. (Et c'est le point le plus important.) Depuis l'arrestation de ces 29 députés, la Convention est calme ;

elle a décrété le mode de partage des biens communaux, celui de la vente des biens des émigrés; le principe aussi humain qu'équitable, que le Citoyen qui n'a que le nécessaire sera exempt à l'avenir de toute charge publique. Elle discute le mode de l'emprunt d'un milliard, et la constitution est déjà achevée. Nous allons l'avoir, mes bons amis, nous allons en jouir de cette constitution populaire. Je conclus de-là que la révolution du 31 mai a sauvé la République, que la Convention va bien. J'en suis vraiment content moi, et tous les citoyens pauvres doivent y applaudir. Les riches, et sur-tout ces négocians qui profitent de notre misère, ne doivent pas être si gais. Je vous la lirai la constitution, moi, elle n'est pas comme l'ancienne; elle est simple, nous y entendrons quelque chose, nous.

Tous les Départemens, qui environnent Paris, plus à même de connoître les bons et les mauvais patriotes, les mesures sages ou perfides, applaudissent à ce qui s'est passé à Paris, et félicitent Paris sur sa conduite. Donc Paris s'est bien comporté.

Dans nos Départemens, plus éloignés du théâtre des événemens, les choses ne vont pas si bien. Plusieurs administrations de Département veulent aller réduire Paris en

cendres, et ne reconnoissent plus de liberté dans la Convention. Mais ce vœu des administrations n'est point celui de leurs administrés; il n'est que celui de quelques individus *chargés d'expédier nos requêtes* bien et vîte, et voilà tout, et qui devroient s'en tenir-là.

Mais supposons que Paris se soit mal conduit, que la Convention ne soit pas libre, quoique la bonté de ses loix prouve qu'elle est libre pour faire le bien, que doivent faire ces administrations? Ce qu'elles auroient fait vis-à-vis du plus cruel ennemi de la République; ce que leur dictoit la raison envers des frères, des amis; avertir fraternellement les Parisiens, qu'ils avoient manqué à leur devoir; leur demander l'exposition franche, claire de leur conduite: comparer les pièces contr'eux avec celles qui sont en leur faveur; les effets de l'insurrection du 31 mai avec l'état de la République avant cette époque. En un mot, des administrations sages, patriotes, paternelles, prudentes, devoient, avant de prendre un parti, attendre d'avoir une connoissance exacte des faits, et ne pas mettre de la passion, où il ne falloit que de la sagesse et de la douceur.

Qu'ont-elles fait? Tout le contraire. Elles

ont pris des mesures contre-révolutionnaires ; elles ont arrêté que les receveurs des districts ne paieroient plus au trésor public, moyen très-propre à livrer la République aux despotes étrangers : car, s'il n'y a point de fonds au trésor public, les troupes ne seront plus payées, elles se débanderont, et l'ennemi envahira notre territoire. Elles ont arrêté de ne plus reconnoître les décrets de la Convention ; ainsi, tout en jurant l'unité de la République, ces administrateurs la détruisent cette unité ; ils veulent abandonner ce centre commun, cette boussole salutaire, à l'aide de laquelle seule la France peut se sauver ; ils ne veulent pas reconnoître la Convention, et les despotes pensent comme eux. D'où vient que des patriotes et leurs ennemis déclarés ont le même sentiment ? Comment combiner un plan général, pour repousser en même-temps les tyrans au nord, au midi, les rebelles de la Vendée, si les citoyens des Départemens du nord, ceux du midi ne reconnoissent pas la même puissance ? Ce n'est ni Marseille, ni Nîmes, mes bons amis, qui nous sauveront, c'est la Convention ; s'en séparer, c'est être criminel.

Elles ont arrêté de faire marcher des bataillons sur Paris ; mais pourquoi n'ont-elles

pas, il y a quinze jours, formé ces bataillons, pour aller anéantir les Espagnols, ou les rebelles de la Vendée? N'étoit-ce pas mille fois plus pressant? Et si ces bataillons étoient sur le point de marcher sur Paris, que devroient faire les bons citoyens? Les arrêter, éteindre le flambeau de la guerre civile, nommer des conciliateurs entre Paris et les Départemens. Quand vous avez une affaire entre vous, courez-vous aussitôt aux armes, mes bons amis? Non. Vous nommez des arbitres; ils discutent vos différends, et vous finissez par vous embrasser. *D'ailleurs, dans tous les cas, de quelle nécessité marcher en armes sur Paris?* Les citoyens de cette ville ont déclaré qu'ils nous attendoient pour nous embrasser, et qu'ils nous rendoient les juges de leur conduite, quand nous serions sur les lieux mêmes où se sont passé les événemens.

Nous avons vu, mes bons amis, que Paris s'est bien conduit, que la Convention travaille bien, et les administrations mal. Voyons maintenant, pour nous éclairer davantage, de qui est composé ce parti qui ne reconnoît plus la Convention, et qui veut armer de bons citoyens contre nos frères de Paris.

Quand il se forme deux partis dans la

République, les ennemis de la révolution s'attachent à celui qui se rapproche le plus de leur façon de penser. Or, je m'apperçois que tous les aristocrates embrassent le parti des ennemis de la Convention et de Paris; je dois donc me méfier de ce parti.

Tous les modérés s'y attachent aussi; j'y vois accourir d'abord des hommes de loi, des avoués, des juges, des prêtres, des fanatiques, des aristocrates décidés, et une foule de gens patriotes, je ne sais comment. Voyez, mes amis, la carrière de la révolution est longue; plusieurs personnes essoufflées, avant d'arriver au but, sont obligées de se reposer dans les routes de l'aristocratie. Ils y entraînent quelquefois le peuple; mais il s'apperçoit bientôt du piège, et il revient à la route du patriotisme.

Le parti en question est encore composé de tous les négocians des villes populeuses, telles que Nîmes, Marseille, Bordeaux, Lyon. Mes bons amis, malheureusement le riche n'aime guère le pauvre, et si la Convention favorise le pauvre par ses décrets, il est tout simple que les habitans des grandes villes calomnient la Convention et veulent détruire Paris, qui aime, qui respecte la Convention.

Mais pour nous assurer encore mieux des

intentions du parti qui veut marcher sur Paris, examinons encore sa conduite. Il jure qu'il veut la république une et indivisible : mais les paroles sont bien trompeuses. Louis juroit la constitution ; Dumouriez avoit prêté mille fois le serment de l'égalité et de la liberté ; les ennemis de la République sentent bien que s'ils manifestoient leur haine pour la révolution, ils seroient bientôt anéantis : aussi ils feignent au contraire de l'aimer, et ils égarent un peuple bon qui a trop de confiance en leurs perfides sermens.

Or, que fait ce parti qui jure la République une et indivisible ? Il en détruit l'unité, en ne reconnoissant plus la représentation nationale ; il en détruit l'indivisibilité, en voulant former une fédération contre Paris et les Départemens qui embrassent le parti d'une ville qui ne veut que la liberté.

Il déclame contre l'anarchie, ce parti, et cependant à Marseille, malgré un décret de la Convention antérieur au 31 mai, il rétablit un tribunal que la loi réprouve. A Marseille l'esprit étoit bon ; il y a quelque temps qu'il y a eu une révolution, que l'esprit public y est changé : il faut donc qu'il y soit devenu mauvais, c'est tout clair ça.

Ce qui me prouve que ce projet de mar-

cher sur Paris est bien dangereux pour la République, c'est que j'ai vu ce matin des aristocrates sourire et se toucher la main d'un air satisfait. Si les choses alloient bien pour nous, ils ne seroient pas si contens.

Ce qui a achevé, mes bons amis, de m'ouvrir les yeux sur les principes contre-révolutionnaires du parti en question, c'est une chose dont je pleurois hier de douleur. A Marseille, la société populaire a été détruite, ainsi qu'à Nîmes, Aix et Lyon. J'ai dit : Tous les tyrans, tous les ennemis de la révolution ont voulu détruire les sociétés populaires ; ainsi les despotes, les aristocrates dominent dans les villes où l'on a détruit les sociétés populaires. Le parti qui veut marcher sur Paris, ne veut pas que le peuple s'assemble, de peur sans doute que le peuple ne s'éclaire. Donc ce parti est aristocrate.

Il veut, dit-il, que les sections s'assemblent. Mais dans les sections, s'y rendent *tout le jour* et y délibèrent *tout le jour*, les gens riches qui ne font rien *de tout le jour ;* et quand le peuple y va le soir, il trouve *besogne faite*, et on lui ravit sa liberté pendant qu'il travaille le champ qui doit nourrir ceux qui la lui enlèvent.

Mais, dit le parti, dans ces sociétés po-

pulaires il n'y avoit que des brigands, des pillards. Non, mes amis, ce n'est pas possible, tous les citoyens pauvres de Nîmes, de Marseille, de Lyon ne sont pas des coquins; s'il y en avoit quelques-uns (*il y a des Judas par-tout*), il falloit les faire punir par les tribunaux, et ne pas ôter au peuple un de ses droits les plus chers, le droit de s'assembler en sociétés populaires.

D'après ce que je viens de vous dire, mes bons amis, vous voyez comme moi, que ce parti qui veut nous séparer de Paris, est un parti de contre-révolutionnaires qui veulent nous tromper, nous qui sommes peu au fait des nouvelles; mais il ne nous trompera pas, il a montré le bout de l'oreille en voulant détruire la Convention au moment où elle fait payer aux riches un milliard pour décharger le peuple d'autant, au moment où elle exempte le pauvre de toute charge publique, au moment où elle nous partage les biens communaux. Ces messieurs les riches n'aiment pas tous ces décrets-là; Ils les appellent, *je crois*, des décrets d'anarchistes; mais il faudra qu'ils payent pourtant. Nos frères des campagnes y verront bientôt clair. Le parti a fini par montrer toute l'oreille d'un contre-révolutionnaire, en détruisant les sociétés populaires; les

sociétés populaires se réveilleront. Déjà un très-grand nombre s'est réuni contre le parti et en faveur de la Convention. Allons, mes amis, ayons bonne espérance; malgré la guerre, nous sommes plus à l'aise, nous allons avoir la constitution qui fera cesser la guerre, nous serons beaucoup mieux encore. Nos riches des villes se tairont quand ils nous verront levés. La Convention va bien. Allons au pied de l'arbre de la liberté boire en l'honneur de la Convention, à la santé de nos sans-culottes de Paris et de tous nos frères de campagne; et nargue de *l'aristocratie boutiquière des villes.* »

Quelques bons citoyens d'une commune voisine avoient écouté attentivement le discours du bon campagnard; ma foi, lui dirent-ils, la Convention est mordieu bien libre aujourd'hui, puisqu'elle a fait la constitution et de si bons décrets : on ne nous l'avoit pas dit à nous ça. Elle étoit esclave quand elle ne faisoit que se battre. Trompée par un mauvais patriote, notre commune a pris une délibération aristocrate contre la Convention; quand on a mal fait, il faut revenir sur ses pas, et bien faire. Nous allons dire à nos frères la vérité, nous ferons à la Convention une nouvelle, une bonne adresse; en la voyant avec l'ancien-

ne, elle saura bien distinguer celle que nous avons faite, et celle qu'on nous a fait faire. Adieu, bon père, nous vous aimons, nous aimons la Convention, nous aimons Paris, et bientôt tout le village, excepté certain marchand bien riche, sera de notre avis. Vivent nos frères de Paris !
